

L'engagement politique dans les sociétés démocratiques

Frédérique Matonti

Professeure de science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CRPS – Centre de recherches politiques de la Sorbonne

*Séminaire national de formation – Ministère de l'Éducation nationale
« Les nouveaux programmes de Sciences économiques et sociales »
5 et 6 février 2020 – PSE-École d'économie de Paris*

PLAN

- Les analyses fondatrices de l'engagement politique
- Les recherches récentes sur l'engagement politique
- Une illustration contemporaine : le mouvement des gilets jaunes

Point de vue de la sociologie politique.

- Manuel de base : J. Lagroye, B. François, F. Sawicki, *Sociologie politique*, Dalloz, 6ème édition, 2012

I – Qu'est-ce que l'engagement politique ?

La notion d'engagement politique recouvre un ensemble de comportements politiques :

- Le **militantisme** (partisan, associatif, syndical) et toutes les pratiques associées (réunions de cellule et de section, meetings, collages d'affiches, interventions sur les réseaux sociaux...)
- La **participation à des actions collectives** : grèves, manifestations, signature de pétitions, émeutes, etc.
- Exclut le métier politique (au sens wébérien) et le vote
- Mais le vote comme l'engagement politique = **des actions des gouvernés en direction des gouvernants**. Distinction entre profanes et professionnels de la politique (Daniel Gaxie)

La distinction traditionnelle entre formes conventionnelles et formes non-conventionnelles de la participation...

- Activités *conventionnelles* = liées au vote (inscription sur les listes électorales, regarder ou écouter des émissions politiques en période électorale, se rendre aux urnes...)
- Activités *non-conventionnelles* ou protestataires : manifestations, pétitions, grèves, désobéissance civile...
- La notion d'activité conventionnelle repose sur l'idéal du « citoyen informé ». Mais :
 - Les grandes enquêtes quantitatives des années 1940-50 aux USA ont montré que citoyen informé n'existe pas
 - Méconnaissance du système politique par les citoyens observée aux Etats-Unis et en France

...a été progressivement abandonnée pour penser l'engagement politique

- Absence de continuum entre le citoyen « apathique » et le citoyen très engagé. Ex : militants associatifs très engagés mais pas intéressés par l'acte électoral
- Difficile de distinguer parmi les citoyens ceux qui s'engagent dans des activités politiques coûteuses en temps, énergie... (ex : manifestations, activités militantes) et ceux qui s'engagent dans des activités peu coûteuses (ex : vote, suivi de l'actualité politique)
- Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2010 : Chapitre 2

...a été progressivement abandonnée pour penser l'engagement politique

- Absence de continuum entre le citoyen « apathique » et le citoyen très engagé. Ex : militants associatifs très engagés mais pas intéressés par l'acte électoral
- Difficile de distinguer parmi les citoyens ceux qui s'engagent dans des activités politiques coûteuses en temps, énergie... (ex : manifestations, activités militantes) et ceux qui s'engagent dans des activités peu coûteuses (ex : vote, suivi de l'actualité politique)
- Absence de frontière stricte entre les activités légales et illégales
Ex : certaines manifestations
Ex : carrières politiques des anciens gauchistes ou des anciens militants étudiants d'Occident en France

II – Les analyses fondatrices de l'engagement politique

- Question centrale : pourquoi les individus se mobilisent, militent, participent à des actions collectives, alors qu'il est plus rationnel (modèle économique) ou moins coûteux (modèle stratégique) de ne rien faire ?
- Références utiles :
 - Le manuel d'Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. Repères, réédition 2019
 - Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009

Mancur OLSON, *La logique de l'action collective* (1965)

- Raisonnement d'économiste, théorie des **choix rationnels**. Pensé à partir du syndicalisme américain de *closed shop*
- Il est rationnel du point de vue de l'intérêt individuel de se comporter en « cavalier seul » ou « passager clandestin » dans un grand groupe, car se mobiliser a toujours un coût supérieur au bénéfice escompté. Tentation du « ticket gratuit » => « paradoxe de l'action collective »
- Pourtant Olson constate qu'il existe des syndicats de masse et des mouvements de masse aux Etats-Unis
- Explication par les « incitations sélectives » à entrer dans l'action collective, syndicale ou militante :
 - Incitations négatives : obligation d'adhésion pour exercer une profession ; piquets de grève et blocages
 - Incitations positives : avantages concrets fournis par l'affiliation (allocations chômage, assurance maladie...)

Apports et critiques du modèle de l'action collective d'Olson

- **Apports** : sort d'une vision idéalisée (militants désintéressés) et idéale (engagement pour défendre une idée) de l'action collective. Prise en compte d'autres motivations : intérêt individuel, bénéfices et coûts *matériels*
- **Mais** bénéfices *immatériels* de l'entrée dans l'action collective, progressivement intégrés dans le modèle (estime de soi, ne pas être exclu du groupe...)
- **Critiques théoriques** : insuffisance de l'explication en termes de bénéfices
 - Comment expliquer qu'un petit groupe devienne grand, qu'une action collective sectorielle devienne multi-sectorielle ? Cf. Michel Dobry *Sociologie des crises politiques* : « déssectorisation » d'un petit groupe ou mouvement, au cœur des actions collectives. Ex : mai 68
 - Comment expliquer que certains individus soient prêts à accepter des coûts très lourds de mobilisation ? Ex : arrestation, blessures lors de manifestations

L'école de la « mobilisation des ressources » (Etats-Unis)

- Contexte politique des années 1960-70 : mouvements sociaux (droits civiques, opposition à la guerre du Vietnam dans les campus, mouvements féministes...), esprit protestataire et nouveaux modes d'action (sit-in, marches, occupation de lieux publics...)
- **Anthony Oberschall (1973)** : analyse des conditions sociales favorisant l'émergence des mobilisations politiques au sein d'une société
 - 2 niveaux d'**organisation de la structure sociale** : horizontal (lien communautaire ou associatif, réseaux de solidarité) et vertical (lien entre les communautés et les élites, dirigés et dirigeants)
 - La probabilité de mobilisation est : forte dans les sociétés segmentées, sans mobilité sociale ascendante, dans les groupes isolés par rapport aux centres de pouvoir ; faible dans les sociétés intégrées, où des organisations peuvent transmettre les doléances vers le centre
 - Ex Etats-Unis, années 1960 : société segmentée (communautés noire/blanche) ; émeutes violentes dans les ghettos noirs du Nord (absence de lien communautaire ou associatif fort) ; mouvement non violent dans le Sud où la communauté noire est organisée (formation d'une élite noire autonome, mobilisation de ressources par le groupe)

L'école de la « mobilisation des ressources »

- Charles Tilly (1976, 1986) : introduit une dimension historique dans l'analyse de l'action collective et des formes d'engagement
 - Réflexion sur la **sociabilité des groupes** : les groupes très organisés, capables de se mobiliser pour défendre leurs intérêts, sont caractérisés par une forte *catnet* = combinaison de *netness* (capacité à mobiliser un réseau, forme de sociabilité volontaire) et de *catness* (identité catégorielle, non choisie). Ex : PCF de M. Thorez.
 - *La France conteste. De 1600 à nos jours* (1986) : diversité des formes de protestation à travers l'histoire. Un « **répertoire** » limité d'actions collectives propre à une population et à un moment donnés : « moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés »
 - Répertoires historiques en France : répertoire *local* et *patronné* dominant avant 1848 (charivaris, sabotages, émeutes...) ; répertoire *national* et *autonome* dominant après 1848 (grèves, manifestations, pétitions...).
 - Evolution des « registres » des interactions conflictuelles : *compétitif* jusqu'au XVIIe siècle (compétition entre communautés, notamment villageoises, pour défendre des ressources) ; *réactif* aux XVIIe et XVIIIe siècles (action contre des forces plus lointaines, comme les pouvoirs publics lors des révoltes frumentaires) ; *proactif* à partir du XIXe siècle (revendication de droits sociaux)

L'école de la « mobilisation des ressources »

- Débats chez les spécialistes de l'action collective autour de l'apparition d'un 3^{ème} répertoire d'action collective supranational ou transnational
 - Actions dépassant le territoire national autour d'enjeux très techniques, reposant sur l'expertise, usage des médias et des réseaux sociaux
 - Ex : mouvements altermondialistes, défense de l'environnement (actions d'ONG internationales comme Greenpeace, grèves des jeunes pour le climat avec Greta Thunberg...)
- Tilly a fait évoluer son modèle : meilleure prise en compte des formes individuelles et non contestataires de l'action collective, reconnaissance de la pluralité des répertoires dans une société donnée, domination du répertoire du « mouvement social »...
- Sur ces débats : voir Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, 2008.

La structure des opportunités politiques (SOP)

- Concept central dans l'analyse des mouvements sociaux
SOP = réponses de l'environnement à une action collective, favorisant ou entravant l'émergence d'un mouvement et son développement. Prise en compte du contexte politique de l'action : caractéristiques du système politique (ouvert/fermé aux revendications) et éléments conjoncturels.
 - Quelles sont les interactions des contestataires avec les autres acteurs (sociaux, politiques, médiatiques...) ? Le mouvement est-il isolé ou reçoit-il des soutiens (partis politiques notamment) ? Est-il en concurrence avec d'autres groupes mobilisés ? Est-il réprimé par les autorités ? etc.
 - Quels sont les effets des différentes logiques stratégiques à l'œuvre sur l'engagement dans une mobilisation et son succès ? Ex : la répression d'un mouvement social va-t-elle décupler son pouvoir d'agir, le radicaliser, ou au contraire l'inhiber ?

La structure des opportunités politiques (SOP)

- Permet notamment de comprendre comment un mouvement s'étend et se transforme éventuellement en crise politique
 - Auteur de référence : Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, PFNSP, 3^{ème} éd. 2009
 - Ouvrages proposant une relecture des réflexions de Dobry sur les crises politiques
 - Ouvrage plus accessible qui s'appuie (notamment) sur la sociologie des crises politiques : Boris Gobille, *Mai 68*, La Découverte, Repères, nouvelle éd. 2018. Analyse de la dynamique de la crise, de sa généralisation et de sa normalisation

Le militantisme

- Définition traditionnelle du militant : pas le simple adhérent, mais l'adhérent actif
- Militantisme syndical ou partisan : forme d'engagement très peu répandue.
Données France :
 - Taux d'adhésion à un parti politique n'a jamais dépassé 5 % des citoyens en âge de voter (1 à 2 % aujourd'hui). Taux de syndicalisation : 8 %. Ces taux sont encore plus faibles si on ne tient compte que des adhérents actifs
 - Mais le militantisme associatif est plus important (taux d'adhésion autour de 30 %)
- Causes du faible taux de syndicalisation en France : pas un syndicalisme de *closed shop* ou de services (pays Nord Europe), un syndicalisme qui demande d'être actif, donc plus exigeant
- Travaux sur le militantisme : plus nombreux sur le militantisme partisan et sur le militantisme de gauche, car les partis de gauche ont été longtemps plus étudiés que les partis de droite (et parmi eux le PC plus que le PS)

III – Les recherches récentes sur l'engagement politique

- Dynamisme de la recherche sociologique sur l'engagement en France dans les années 1990-2000 (multiplication des « causes » nouvelles)
- Exemples d'objets d'étude : les « sans » (sans-papiers, chômeurs...) ; séropositifs ; mouvements altermondialistes ; nouvelles associations (humanitaires...) ; éléments « nouveaux » du répertoire. Ex Act Up : zap, die-in (importé des USA) → voir le film « 120 battements par minute » ; usage des médias par les nouveaux mouvements.
- Dans les travaux les plus récents, intérêt pour : les gilets jaunes ; le féminisme (voir L. Bereni *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, 2015) et plus récemment le féminisme « intersectionnel » ; les modalités d'action nouvelles ou renouvelées (collages, occupation des places : Nuit Debout, occupations de ronds-points, ZAD...)

Thème 1 : les mutations de l'engagement militant

- Un « nouveau militantisme » depuis années 1990-2000 ?
- Thèse de Jacques Ion (*La fin des militants ?* 1997) : opposition entre le « militantisme total » du passé (PC, CGT) et l'engagement « distancié » du présent, plus individuel, plus ponctuel, sur des causes circonscrites, moins vertical et bureaucratique, détaché de l'affiliation à un groupe d'appartenance, etc. (en lien avec le processus d'individuation)
- Mais : une approche trop normative ; de nombreux contre-exemples empiriques
- Autre thèse : déconnexion entre le champ politique et le champ militant (Cécile Péchu). Un militantisme associatif non partisan. Exemple de DAL (droit au logement) : Cécile Péchu, « Les générations militantes à droit au logement », RFSP, 2001

Thème 2 : Les propriétés sociales des militants

- CSP des militants politiques et syndicaux : surreprésentation parmi les militants des catégories les plus dotées en capitaux, par rapport à la structure de la société française et de l'électorat d'un parti (y compris dans les partis de gauche) + surreprésentation des hommes dans tous les partis politiques
 - Exemple : travaux de Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre sur le PS (*La société des socialistes*, 2006). PS redevenu un parti de cadres diplômés
 - Exemple du PC : longtemps parti de la classe ouvrière, mais recrutait ses militants parmi « l'aristocratie ouvrière » : métallurgistes hautement qualifiés, cheminots. Aujourd'hui le PC est un parti de petites classes moyennes intellectuelles
- Daniel Gaxie le « cens caché » (1978) : toute activité politique (vote, manifestation, militantisme...) suppose une compétence politique, qui est corrélée au niveau de diplôme => facteur le plus prévisible de l'engagement = niveau de diplôme. Débats sur la compétence : voir RFSP « La compétence politique », 2007/6

Thème 2 : Les propriétés sociales des militants

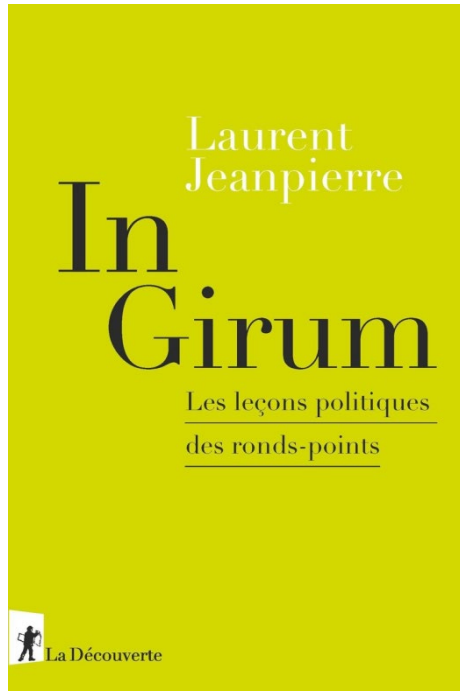
- Politisation des adhérents faiblement diplômés par les organisations partisans, syndicales, associatives (ex : FN, PC pendant longtemps). Formation militante, politique (théorique et pratique), plus ou moins formalisée : réseau d'écoles créé par le PC dans années 1920, universités ou écoles d'été, discussions lors de réunions syndicales...
- Rétributions du militantisme (Gaxie 1977 et 2005)
 - Donner de l'entre soi, construire un « nous » contre les autres. Ex : RN
 - Rétributions matérielles (ex : postes) dans les partis de cadres. Ex : LREM
 - Idéologie ou prise de conscience se renforcent avec l'adhésion
 - Permet en général une élévation des compétences
 - L'attente des rétributions n'est pas rationnelle mais stratégique : stratégie inconsciente bourdieusienne

Thème 3 : Les carrières militantes

- Analyse des déterminants individuels de l'engagement : comment on devient, on reste, on cesse d'être militant ?
- Modèle privilégiant la notion de « carrière » interactionniste (Goffman). Voir le dossier « Devenirs militants », RFSP, 2001/1-2
- Exemples de travaux :
 - Pascal Dauvin et Johanna Siméant sur les ONG (*Le travail humanitaire*, 2002)
 - Éric Agrikoliansky sur la ligue des droits de l'homme (RFSP, 2001/1-2)
 - Olivier Fillieule sur les militants anti-sida (AIDES, Act Up)
 - Isabelle Sommier sur les militants altermondialistes, etc.
- Rôle des socialisations primaires (notamment religieuses) dans les prédispositions au militantisme / Disponibilité biographique / Insertion dans les réseaux / Phases d'engagement, de retrait, de retour parfois / Recompositions identitaires

IV – Une illustration contemporaine : le mouvement des gilets jaunes

- Référence : Laurent Jeanpierre, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, La Découverte, 2019. Mouvement des GJ = une énigme



Les singularités du mouvement des gilets jaunes

- Mouvement très long
- Recours à des éléments du répertoire d'action classique mais en les subvertissant : manifestations non routinières (violentes, non déclarées), occupations de ronds-points, dans des zones de faible intensité protestataire...
- Coexistence rare, au début du mouvement, d'individus proches de l'extrême droite, de la gauche, de l'extrême gauche et a-partisans.
- Mouvement interclassiste : des classes populaires aux professions intermédiaires faiblement diplômées
- Femmes très présentes au début, mais disparition progressive avec un phénomène de professionnalisation, notamment autour des procès des leaders masculins
- Mobilisation d'individus aux revenus faibles, cherchant d'autres moyens d'actions que la grève, ayant une perception négative de l'avenir et de la mobilité sociale
- Zone de prédilection des mobilisations : les couronnes péri-urbaines, éloignées des centres métropolitains (cf. analyses du mouvement de périurbanisation par les géographes)

Analyses et débats autour du mouvement des gilets jaunes

- Hypothèse : blocages de ronds-points pour faire ressentir à d'autres les contraintes de mobilité et se réappropriier des espaces délaissés. Ronds-points = lieux de connexion entre les différents espaces urbains et péri-urbains, permettant l'accès aux zones commerciales, autoroutes, équipements de loisirs...
Une résurgence du répertoire « local » d'action collective (Tilly) ?
Les acteurs du mouvement des gilets jaunes sont dépourvus des propriétés sociales favorables à l'engagement : peu diplômés, faible compétence politique, faible capital militant
- SOP : double réponse de l'environnement (L. Jeanpierre) : violence de la répression policière ; construction du grand débat qui attire un public à l'opposé des gilets jaunes
- Une mobilisation improbable mais au rendement politique très fort. Explication : efficacité des réseaux sociaux et des communautés en ligne (FB) qui ont brisé l'isolement et levé l'illégitimité politique. Maillage territorial via les médias et les ronds-points => diffusion du mouvement
- Notion de « protagonisme » dans l'analyse historique des crises politiques et des révolutions : entrée dans l'action politique d'individus « ordinaires » sans politisation préalable et sans prédisposition à la « prise de parole ». Voir Q. Deluermoz et B. Gobille, Politix n°112, 2015/4